



CESSION DES DROITS

Cédant: Le contractant de la Représentation de la Commission européenne en Belgique : M-Agency (en partenaire avec l'agence RGB Europa) cède les droits des images et du son du spot teaser réalisé pour le 4 mai 2013. Toutes les images sont libres de droits

Contenu des documents cédés: Images d'archives 2004-2011-2012 tournées par l'agence M-Agency-RGB Europa – Musique libre de droit, téléchargée gratuitement sur un site web spécialisé.

Durée totale: 46 secondes

Article premier

Le cédant cède en exclusivité à la Commission européenne l'ensemble des droits d'auteur et droits voisins attachés au film, aux photographies, aux enregistrements sonores ou aux autres éléments du film nécessaires à la production, à la réalisation, à la publicité et à l'exploitation du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores. Ces droits englobent les droits de reproduction, de communication au public, d'utilisation secondaire et dérivée du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores, en particulier ceux énumérés ci-après.

1.1. Le droit de reproduction, notamment:

- le droit d'enregistrer ou de faire enregistrer, sur tout support, mécanique, optique, magnétique, électronique, etc. connu ou inconnu à ce jour, et par tout procédé analogique ou numérique connu ou inconnu à ce jour, dans toutes les définitions et en tous formats, en utilisant tous rapports de cadrage, les photographies en noir et blanc et en couleurs, en deux ou trois dimensions, les sons originaux et doublés, les titres ou sous-titres, les images fixes du film et les séquences animées, les textes, et des programmes qui comprennent le film;
- le droit de réaliser et/ou de faire réaliser, autant de fois qu'il plaira à la Commission européenne ou aux personnes habilitées par elle, un ou plusieurs originaux, doubles et/ou copies, en tous formats et par tout procédé connu ou inconnu à ce jour, sur tout support mécanique, optique, magnétique, électronique, analogique ou numérique et/ou optonumérique connu ou inconnu à ce jour;
- le droit de traiter avec tous fabricants et producteurs de supports visuels et audio pour l'utilisation, la reproduction, la communication au public et l'exploitation du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores sur tous supports visuels et audio, notamment les vidéocassettes, vidéodisques, DVD, CD-Rom ou tout autre support, ou par tout procédé connu ou inconnu à ce jour;



- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles et/ou copies pour la vente, la location, le prêt en vue d'un usage public ou privé et, en général, pour toute communication au public par les modes d'exploitation prévus aux paragraphes suivants;
- le droit de créer ou de faire créer toute version linguistique du film et/ou de l'enregistrement sonore, ainsi que des versions doublées, sous-titrées et/ou localisées en toutes langues;
- le droit de numériser le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores, de les stocker sur tout support, de les moduler, compresser et décompresser, ou d'utiliser tout autre procédé technique de même nature à l'égard du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores numérisés aux fins du stockage, du transfert et/ou de l'exploitation du film ou de l'enregistrement sonore;
- le droit de location et de prêt.

1.2. Le droit de communication au public, notamment:

- le droit de communiquer le film, les images et/ou les enregistrements sonores ou d'en autoriser la communication au public, dans le monde entier, en toutes versions originales, localisées, doublées et/ou sous-titrées, en toutes langues, dans tous les lieux publics, par tout organisme de radiodiffusion, par ondes, câble, satellite, télévision numérique et tout autre réseau de télécommunication, etc., et par tout procédé audiovisuel sur tout support connu ou prévisible, ou inconnu et imprévisible à ce jour;
- le droit d'autoriser la communication du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores par tout organisme autre que la société de radiodiffusion et de télévision et, d'une manière générale, le droit d'effectuer toute représentation ou exploitation du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores par tout moyen connu ou inconnu à ce jour;
- le droit de diffuser ou de faire diffuser la totalité ou une partie du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores dans le monde entier, auprès de tous publics en version originale, doublée et sous-titrée, en toutes langues et sur tous réseaux, par exemple télématiques et informatiques, notamment sur l'internet, par tout procédé utilisé pour ces modes de diffusion;
- le droit d'utilisation privée du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores;
- le droit de communiquer au public le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores dans les locaux d'institutions culturelles et pédagogiques, qu'elles soient publiques ou privées, nationales ou étrangères (musées, bibliothèques, établissements d'enseignement et de formation, etc.), sur les réseaux internes d'entreprises, de groupes d'entreprises ou de toute autre personne physique ou morale, que ces entités soient publiques ou privées, nationales ou étrangères;
- le droit de communiquer au public le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores sur vidéogramme, linéaire ou interactif, par exemple des vidéocassettes, vidéodisques, CD-ROM et DVD (cette liste est indicative et non limitative);



- le droit d'exploiter le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores par tout procédé connu, inconnu ou imprévisible à ce jour;
- toutes les formes de communication au public du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores, dans un but d'information, de promotion, d'exposition et de publicité.

1.3. Les droits d'utilisation secondaire, notamment:

- le droit d'autoriser la reproduction et la communication au public de tout extrait ou fragment du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores, ainsi que de toutes les images et de tous les éléments sonores du film en vue d'une exploitation par tous procédés et sur tous supports;
- le droit d'inclure le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores dans la base de données de la Commission européenne, accessible gratuitement au public.

1.4. La Commission européenne pourra utiliser les droits susvisés, en passant notamment tous contrats pour leur exploitation. Elle pourra notamment céder ou concéder la totalité ou une partie des droits cédés ainsi que l'ensemble ou une partie des extraits du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores.

Article 2

Pour chacun des modes d'exploitation énumérés ci-avant, la cession des droits est consentie pour le monde entier et pour toute la durée des droits d'auteur et des droits voisins et de ses éventuelles prolongations. Cette cession des droits est consentie gratuitement.

Article 3

Le cédant garantit:

- qu'il a acquis l'ensemble des droits d'auteur relatifs au sujet, au scénario, aux dialogues, au découpage et au montage du film, aux noms, à l'image et aux photographies des personnes, aux autres éléments créatifs du film et à toute personne participant à la création du film;
- qu'il s'est fait céder l'ensemble des droits – les plus étendus possibles – usuellement acquis pour tous les modes d'exploitation télévisuelle et audiovisuelle du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores [y compris le droit d'exploitation sur vidéogrammes et vidéodisques, par transmission sur les réseaux numériques, sous toutes formes de communication télévisuelle et audiovisuelle, dont la télévision à la carte (vidéo à la demande, vidéo quasi à la demande, câble, satellite)], liés au sujet, au scénario, aux dialogues, au découpage ainsi qu'aux autres éléments créatifs du film, et de façon générale, tous les droits d'exploitation et de reproduction sur tous supports et en tous formats, les droits de communication du film et/ou des enregistrements sonores au public sous forme cinématographique et audiovisuelle, ainsi que le droit d'insérer ou d'autoriser



l'insertion de messages publicitaires dans les épisodes du film et ou les enregistrements sonores, et ce dans le monde entier et pour toute la durée des droits d'auteur;

- qu'il a acquis ou se fait fort d'acquérir l'ensemble des droits voisins de toutes les personnes participant à l'interprétation et la production du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores;
- qu'il a réglé l'ensemble des droits d'auteur relatifs à la bande musicale du film;
- que le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores ne portent atteinte aux droits d'aucun tiers et que, le cas échéant, il a obtenu desdits tiers toutes les autorisations nécessaires et a rempli toutes ses obligations à leur égard;
- qu'il a obtenu de toutes les personnes reconnaissables dans le film, sur les photographies et/ou dans les enregistrements sonores toutes les autorisations nécessaires et a rempli toutes ses obligations à leur égard.

Article 4

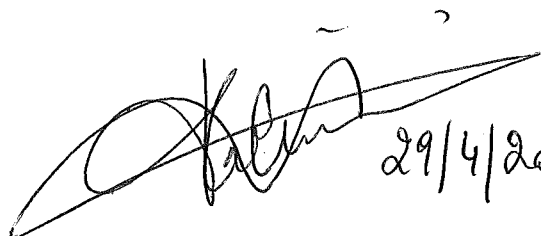
Le cédant garantit que:

- le film, les photographies et/ou les enregistrements sonores ne contiendront aucune allusion à des personnes ou à des événements susceptible de provoquer un litige, ni de ressemblances illicites avec d'autres œuvres;
- les éléments utilisés pour la production du film, des photographies et/ou des enregistrements sonores ne sont pas empruntés illégalement à d'autres œuvres;
- les droits acquis n'ont pas été, par ailleurs, cédés à des tiers et ne sont pas détenus par des tiers;
- l'exercice de ces droits n'est pas confié à des tiers, hormis les droits des auteurs adhérant à des sociétés d'auteurs, pour ce qui concerne les droits que ces sociétés gèrent habituellement et, dans la mesure nécessaire à cette gestion, que les droits qu'elles acquièrent des auteurs et autres prestataires de services ne violent pas les droits de tiers;
- le présent contrat contient tous les droits et obligations des parties et qu'il n'existe aucun autre empêchement ou engagement à l'égard de tiers qui pourrait rendre impossibles ou plus difficiles les prestations que chaque partie a garanti à l'autre d'exécuter.

S'il apparaissait que les droits acquis par le cédant n'ont pas été légalement acquis comme prévu par le présent contrat, la partie en défaut assumera la totalité des coûts et des responsabilités pour les pertes résultantes et prendra à sa charge tous les frais, indemnités et autres dépenses que ce manquement pourrait causer, y compris les frais de défense en justice, sans préjudice des droits à dommages et intérêts de l'autre partie.



*Lu et approuvé par la Représentation de la
Commission européenne en Belgique, en accord
avec son contractant M-Agency.*

 29/4/2013.

